

Gouvernance et vie associative

Congrès Régionaux - Saison AG 2024

PRAGA : changer la gouvernance

Dossier suivi par la CGVA - Emmanuel Louis

Changer la Gouvernance

Fiche thématique : Autonomie des SLA

- **C'est quoi, « changer la gouvernance » ?**

Suite aux travaux lancés à l'AG 2022 et réalisés aux congrès et à l'AG 2023, nous proposerons à l'Assemblée Générale 2024 des modifications de nos textes de fonctionnement associatif : statuts et règlement général. L'ensemble de ces modifications sont présentées à partir de **fiches thématiques**, avec un focus sur 10 thèmes de modifications qui impacteraient le fonctionnement de l'association.

Dans chacune de ces fiches, vous trouverez le **thème et l'enjeu** de la modification, l'**explication résumée** des modifications proposées, la **présentation du texte actuel** et la **proposition de texte futur**

- **Ce qui change, en quelques mots**

L'objectif de la modification est essentiellement de clarifier l'existant.

NOUVEAU TEXTE

ARTICLE 4.1 : STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ

[...]

4.1.2. CONDITIONS D'AUTONOMIE D'UNE STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ

Pour être qualifiée d'autonome, une structure locale d'activité doit être capable :

- D'organiser et de faire valider son assemblée plénière locale par l'échelon dont elle dépend,
- D'avoir un fonctionnement démocratique et conforme aux règles établies par les EEDF,
- D'avoir une équipe de gestion et d'animation d'au moins 3 personnes, [assumant les quatre missions institutionnelles de l'échelon local](#)¹.

Si une structure ne remplit pas au moins un de ces critères, alors elle perd son autonomie et prend le statut de « structure locale d'activité rattachée ». Elle est de-facto rattachée pour son fonctionnement à une autre structure locale d'activité ou à l'échelon régional ou national, selon les modalités décrites [dans le document de fonctionnement dédié \(voir 10.2\)](#)².

4.1.3. OUVERTURE ET FERMETURE D'UNE STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ

Pour devenir une structure locale d'activité, et donc devenir collège électoral, une structure doit avoir une autonomie politique et financière significative, et donc être capable :

- D'organiser une assemblée plénière locale en son nom propre
- D'avoir un fonctionnement démocratique et conforme aux règles établies par les EEDF
- D'avoir un « total produits » d'au moins 10 000 euros, valorisation du bénévolat (comptes de la classe 8) comprise
- D'avoir une équipe de gestion et d'animation d'au moins 3 personnes

Lorsque ces conditions sont remplies, l'équipe de gestion et d'animation doit faire valider la création de la structure locale d'activité par l'équipe de l'échelon dont elle dépend (équipe régionale ou comité directeur).

Lorsqu'une de ces conditions n'est pas remplie, l'échelon dont elle dépend peut décider de la mise en sommeil ou de la fermeture définitive d'une structure locale d'activité.

Une structure mise en sommeil n'est plus collège électoral.

ANCIEN TEXTE

ARTICLE 3.1 : STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ

[...]

3.1.2 CONDITIONS DE CRÉATION D'UNE STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITÉ

Pour être structure locale d'activité et donc devenir collège électoral, une structure doit avoir une autonomie politique significative et :

- Faire valider sa création par le responsable de l'échelon dont elle dépend
- Organiser une assemblée plénière locale en son nom propre signifiant son autonomie politique
- Faire valider son assemblée plénière locale par l'échelon dont elle dépend conformément à l'art. 3.2.1 du présent règlement
- Avoir un fonctionnement démocratique et conforme aux règles établies par les EEDF
- Avoir un « total produits » d'au moins 10 000 euros (valeur en euro constant 2012), valorisation du bénévolat (comptes de la classe 8) comprise
- Avoir une équipe de gestion et d'animation de la structure locale d'au moins 3 personnes dont un responsable et un trésorier.

Si une structure ne remplit pas au moins un de ces critères, alors elle ne prend pas ou plus le nom de structure locale d'activité : elle est nommée « structure locale d'activité rattachée ». Elle est de-facto rattachée pour son fonctionnement à une autre structure locale d'activité ou à l'échelon régional ou national.

¹voir fiche « Missions institutionnelles »

²voir fiche « Textes de références »